

# Le fait du jour / Le divorce PS - CDH

## L'ÉDITORIAL

Par Francis Van de Woestyne

### *Le pari audacieux et risqué de Benoît Lutgen*

Benoît Lutgen, le président du CDH, a pris tout le monde par surprise. Sentant monter chez ses militants, chez ses parlementaires, chez ses ministres un vrai ras-le-bol à l'égard des socialistes, il a proposé lundi à son bureau politique – qui l'a approuvé à l'unanimité – de prononcer le divorce brutal avec le PS.

Est-ce loyal ? Non. Est-ce élégant ? Non.

Est-ce risqué ? Oui. Est-ce audacieux ? Oui.

Apparemment, la coupe était pleine. Les humanistes dénoncent deux dérives. Le rapport du PS à l'Etat tout d'abord. Le socialisme est une idée défendable, pourvu qu'elle serve à la collectivité et pas à un parti et ses amis. Le rapport à l'argent, ensuite. Certains socialistes, quelques-uns seulement mais cela suffit, se sont servis plus qu'ils n'ont servi la collectivité.

Le geste de Benoît Lutgen est très politique. Le président a procédé à une analyse clinique et conclu que, pour son parti, tout valait mieux que le "scotchage au PS". Tout, quitte à se retrouver dans l'opposition. La tactique n'est pas dénuée d'arrière-pensées stratégiques. Le CDH est un parti en grandes difficultés. Les sondages sont très mauvais. Les élections communales auront lieu en 2018 et déjà, certaines négociations se dessinent entre PS et MR. Il fallait donc, même si cela n'est pas dit, enrayer cette vague d'accords. Autre élément : des discussions informelles ont lieu, depuis un certain temps, entre des personnalités du CDH, d'Ecolo et de Défi pour constituer une sorte d'En Marche belge. Ces discussions patinent. Benoît Lutgen a compris qu'il y avait une sorte de "momentum" permettant de remettre le CDH au centre du jeu.

Cela dit, le stratagème de Benoît Lutgen comporte certains risques. Le premier, est de provoquer une longue crise politique qui paralyserait les trois gouvernements concernés : Wallonie, Communauté française et Bruxelles. Et de voir d'importants projets ralentis voire abandonnés. Pour certains, ce serait dommage (le Pacte d'excellence, le Plan Marshall), pour d'autres, ce serait plutôt bien. Certains assurent qu'en négociant un programme resserré autour de quelques points forts, cela peut aller vite. Un mois. Tout dépendra des acteurs autour de la table.

C'est le deuxième risque. Le scénario le plus probable est que trois partis entament des discussions : CDH, MR et Défi. Dans le trio cité, le parti d'Olivier Maingain sera numériquement indispensable à la Communauté française. C'est lui qui aura la clé de l'accord. A moins que, jugeant le geste de Benoît Lutgen trop déloyal, Défi ne reste fidèle au PS (ils sont alliés à Bruxelles). Le troisième risque est de faire passer ce remue-ménages pour un jeu politicien ourdi dans le seul but de sauver des personnes et des partis.

Conclusion ? Le coup de poker de Benoît Lutgen est audacieux, risqué. Il offre aux francophones, médusés par la révélation des différentes affaires, la perspective d'un changement politique, même si CDH et MR ont aussi leurs "affaires". Mais n'est pas Macron qui veut. Et il faudra juger ce chambardement à la pertinence des réformes économiques qui pourraient relancer la Wallonie.

Les socialistes crient à la trahison. L'opposition est pourtant le seul endroit où le PS, usé après 30 ans de pouvoir, pourrait se régénérer et se réinventer.

# Au CDH, LES COULISSES à présent, c'est tout sauf le PS

**J**e vous demande d'être concentrés." Il est 10h30, ce lundi. Le bureau politique hebdomadaire du CDH vient de débiter au siège du parti. Le président Benoît Lutgen prend la parole. Il dit aux participants de laisser téléphones et tablettes sagement rangés afin d'être attentifs à son message mais aussi pour... éviter les fuites en direct vers la presse.

L'annonce à l'effet d'un séisme : il veut débrancher la prise des gouvernements régionaux et de la Communauté française et lancer un appel au MR, à Ecolo et à Défi pour former de nouvelles majorités. La surprise est totale. Mais elle soulève un véritable enthousiasme. Les personnes présentes au bureau expriment très largement leur soutien à leur président. *"Même Joëlle Milquet a dit qu'elle comprenait la décision."*

Les critiques contre le désormais ex-partenaire socialiste fusent. *"On s'est lâchés."* Il y a d'abord les scandales éthiques à répétition. Le dernier en date, celui du Samusocial à la Ville de Bruxelles, est perçu comme *"le pire du pire"*. Il y a ensuite les deux lignes politiques socialistes. L'une, social-démocrate, avec laquelle les humanistes veulent gouverner. L'autre, celle qui singe le PTB, n'est plus en phase, selon eux, avec les accords de majorité. Ils posent dès lors le constat de *"la paralysie"* des exécutifs. Réforme fiscale et assurance autonomie sont, par exemple, au point mort en Wallonie. Idem pour la réforme des milieux d'accueil en Communauté française. Et le CDH rejette la faute sur le PS.

## "Certains échangeaient leurs doutes"

Il est 12h30, le bureau se termine. Benoît Lutgen annonce à son homologue socialiste, Elio Di Rupo, la mort clinique des majorités régionales. Dans la foulée, il appelle, dans l'ordre, Olivier Chastel (MR), Zakia Khattabi (Ecolo) et Olivier Maingain (Défi), en déplacement au Canada, pour leur lancer une invitation à former de nouveaux gouvernements. 13h30, M. Lutgen fait son annonce à la presse. La messe est dite.

Tout s'est donc précipité en quelques heures. Cela dit, si le Bastognard a joué l'effet de surprise, il savait que son message serait bien accueilli en interne. Cela faisait plusieurs semaines qu'il tâtait le terrain. *"Depuis un petit moment, certains d'entre nous échangeaient leurs doutes"*, appuie un ténor humaniste. Dans leur esprit, les socialistes devenaient infréquentables. *"Le PS politise tout. On en a ras-le-bol que la couleur politique d'une tête dans l'administration permette ou pas de faire aboutir un dossier."* Mais si la lame de fond anti-PS était profonde, la réflexion est aussi stratégique.

## "Le CDH est déjà en train de crever"

*"Le CDH est déjà en train de crever et on a en plus le PS qui s'agrippe à notre jambe et qui nous fait couler avec lui."* Mal en point dans les sondages, surtout à Bruxelles, les centristes estiment qu'il est vital pour eux de se débarrasser du boulet socialiste, très abîmé par les scandales éthiques. A présent, ce sera tout sauf le PS. Dans la foulée, c'est aussi l'étiquette de l'indécrottable formation "scotchée" au Parti socialiste qui peut - enfin ! - être envoyée dans les oubliettes de l'histoire. En outre, le risque d'être éjecté dans l'opposition est limité. Le CDH sait qu'il est incontournable (en tout cas en Communauté française et en Wallonie) si le MR, comme il l'espère, refuse de s'associer au PS.

Sur le terrain, l'éviction des socialistes a pris corps la semaine dernière. Benoît Lutgen a effectué des visites en Brabant Wallon, dans le Luxembourg et à Liège dans le cadre d'une tournée des provinces. La base lui a fait passer un message. *"Il y a un ras-le-bol généralisé du PS. 99 % de nos militants n'en veulent plus."* Les esprits des sympathisants sont murs pour le grand schisme.

## Les sorties de Magnette, Bodson et Labille

La semaine dernière également, plusieurs sorties médiatiques ont fait monter la température à la rue des Deux Eglises, siège du CDH. Mardi soir, sur la RTBF, le ministre-Président wallon Paul Magnette (PS, également bourgmestre en titre de Charleroi) en appelle à la fin du cumul député-bourgmestre. Si le message est avant tout destiné à l'interne du PS, Maxime Prévot, vice-Président CDH et bourgmestre en titre de Namur, prend l'attaque personnellement.

Le lendemain, dans Le Soir, les patrons de la FGTB wallonne et de la mutualité Solidaris, Thierry Bodson et Jean-Pascal Labille, s'en prennent directement à M. Prévot en critiquant son projet d'assurance autonomie wallonne, ainsi que la gestion de l'Aviq (Agence pour une Vie de Qualité) sur laquelle il a la tutelle. Chez les centristes, on y voit une charge de l'action commune socialiste contre leur ministre. Le mercredi après-midi, ce dernier réplique durement contre le PS au Parlement wallon. Et, samedi, il en remet une couche dans l'Echo. Si cette interview *"n'était pas annonciatrice"* de la suite des événements, elle marque la rupture.

Dimanche, Benoît Lutgen constate que le momentum politique est le bon pour débrancher la prise. Une dizaine de jours plus tôt, le SP.A a montré l'exemple en quittant la majorité communale à Bruxelles. *"Ça a été apprécié."* Le moment est venu pour le CDH de se positionner. Lundi matin, le président appelle les membres

du bureau restreint (ministres, chefs de groupe et André Antoine en tant que président d'assemblée) pour une réunion préparatoire au bureau élargi. Ce n'était pas prévu. Seule la ministre bruxelloise Céline Fremault est absente, en déplacement à Bucarest. Les participants comprennent vite ce qui se trame. A la réunion, *"on en est tous arrivés à la même conclusion, ce n'était plus possible avec le PS"*. A 12h34, la presse reçoit une invitation du CDH pour *"une déclaration exceptionnelle"* de Benoît Lutgen. Les GSM et les tablettes sont rallumés. La journée s'annonce longue.

Antoine Clevers

**Portrait express**

## Benoît Lutgen, le “Monsieur Loyal” du dimanche midi

**L’instinct du Bastognard.** Les oreilles de Benoît Lutgen (CDH) ont dû méchamment siffler dimanche midi lorsque le ministre-Président de la Wallonie Paul Magnette (PS), invité de l’émission ertébéenne “A votre avis”, tentait de se soumettre à l’exercice du jour consistant à qualifier le président du CDH en un mot : “Benoît ?”, s’interrogeait alors M. Magnette. “Loyal !” Autant dire que ce dernier a dû déchanter sec ce lundi midi en apprenant que le président du petit Poucet dans les sondages décidait de balancer aux orties le PS, devenu “infréquentable” aux yeux de l’auteur du coup du jour. “Un coup politique que le Parti socialiste ne lui pardonnera jamais”, nous confie-t-on en coulisses. “Si Benoît Lutgen ne réussit pas son coup, son parti est mort pour des décennies, et lui avec...”. Il faut dire que l’ex-PSC n’a plus grand-chose à perdre dans la bataille. Le parti est au plus bas dans les sondages. Fidèle à sa nature, Benoît Lutgen semble ainsi avoir fait le choix du coup de poker, de l’instinct de survie, d’un pari sur l’air du temps. Quitte à paralyser pour quelques mois les institutions du pays... **Al. D.**

## SENTIMENTS CONTRASTÉS AU CDH

# Maxime Prévot : “S’il le faut, on ira dans l’opposition”

**Maxime Prévot**

Vice-Président CDH du gouvernement wallon.

**Maxime Prévot, vous êtes le vice-Président CDH du gouvernement wallon. Le PS est-il devenu infréquentable aux yeux de votre parti ?**

Je ne le dirais pas en ces termes parce que j’ai humainement beaucoup de respect pour mes collègues socialistes, singulièrement pour Paul Magnette (ministre-Président PS). Mais je dois aussi politiquement reconnaître que, aujourd’hui, il n’est plus possible de travailler sereinement avec le partenaire socialiste. Il est empêtré dans un nombre d’affaires importantes, les scandales se succèdent. Et l’énergie qu’il met à s’extirper de ses problèmes internes n’est pas mobilisée pour les réformes indispensables en Wallonie et à Bruxelles. Cela nous amène à nous tourner vers d’autres partenaires potentiels de majorité. C’est le sens de l’appel de Benoît Lutgen à Ecolo, au MR et à Défi pour que nous puissions relancer une politique dynamique, moderne, moins conservatrice. Nous souhaitons poursuivre notre travail, l’amplifier, le dynamiser, mais le faire avec d’autres partenaires. Cela permettra pour la première fois, après trente ans de présence ininterrompue du Parti socialiste en Wallonie et à Bruxelles, de donner un nouvel élan et une nouvelle respiration à l’action publique.

**Le changement de majorité a-t-il aussi pour but de développer une politique davantage marquée à droite ?**

L’enjeu a toujours été pour le CDH d’avoir une politique équilibrée entre responsabilité et solidarité. On doit libérer beaucoup plus l’initiative, éviter d’être systématiquement dans l’économie subventionnée. On doit pouvoir donner un nouvel élan aux enjeux environnementaux et climatiques, aux questions de gouvernance, à la rationalisation des outils, à la diminution des mandats...

**Ce sont déjà des appels clairs au MR et à Ecolo, ce que vous dites là.**

Et à Défi également. Ce qu’il nous faut maintenant, ce n’est pas de savoir si la politique doit être de gauche ou de droite, elle doit juste être efficace et particulièrement intégrée.

**Avec le recul, regrettez-vous de ne pas avoir formé des majorités régionales avec le MR dès 2014 ?**

Non. On ne vit jamais de regrets et je n’ai pas l’intention de renier ce qui a malgré tout été fait de positif avec mes collègues socialistes ces trois dernières années.

**A quand remonte la réflexion au CDH sur le changement de majorité ?**

Sur le terrain, ça fait de nombreuses semaines que nous sommes interpellés par des militants ou des sympathisants qui ont été choqués par ces scandales. Ils s’interrogent sur le fait que nous puissions continuer à travailler avec le Parti socialiste. Mais c’est vraiment ce lundi matin que les choses se sont accélérées.

**Que va-t-il se passer si le MR, Ecolo et Défi rejettent votre appel ?**

On ira dans l’opposition.

**Antoine Clevers**

# Hervé Doyen : “A quoi joue-t-on ? Au poker ? Je suis dubitatif.”

## Hervé Doyen

Bourgmestre (CDH) de Jette et député du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Hervé Doyen, vous êtes bourgmestre (CDH) de Jette depuis 2000 et député bruxellois depuis 2004. Que pensez-vous du revirement de votre parti ?**

Je ne fais pas partie du bureau politique du CDH et ai appris la nouvelle par les médias. Sauf infos particulières, je suis plutôt dubitatif. Il m'apparaissait qu'à Bruxelles, le PS était sur la voie du redressement et que Rudi Vervoort avait pris sérieusement les choses en main. Ce gouvernement, qui fonctionne plutôt bien, affichait une volonté partagée de nettoyer les écuries d'Augias. Il avait annoncé entre autres la modification de la loi communale. Charles Piqué et d'autres semblaient imposer une dynamique réformatrice au sein du PS bruxellois. C'était un bon début. Et là, on abat l'oiseau qui prend son envol. Cette décision apparaît comme si on tirait sur l'ambulance – ce qui n'est pas jamais très sympa en politique et risque de nous revenir en plein visage.

**Benoît Lutgen se déclare dégoûté et pointe les scandales du PS. Vous comprenez ?**

Qui, aujourd'hui, peut se prévaloir d'être la vraie poudre à lessiver qui lave plus blanc que blanc ? A part Ecolo qui

n'est pas aux affaires depuis longtemps et DéFi dont je dois reconnaître qu'il n'a jamais été épinglé pour l'une ou l'autre “affaires”, ni le MR, ni le PS, ni le CDH ne peuvent se targuer d'être blanc de blanc. J'aurais préféré un appel à tous les partis à se mettre autour d'une table pour prendre en compte le décalage avec la population, y réfléchir puis mettre en place des solutions. On a encore vu hier en France que 56 % des citoyens ne vont pas voter. Malgré le vote obligatoire, le désarroi en Belgique est similaire. C'est interpellant.

**Est-ce courageux ou opportuniste de la part de Lutgen ?**

Je suis à la fois perplexé sur la méthode, sur l'histoire du CDH avec son grand frère PS – on nous a assez reproché d'être scotché au PS – et sur la temporalité. On aurait pu comprendre un coup de sang un soir de révélations d'une affaire comme celle de Mayeur. Ici, ce n'est pas le cas. En plus, c'est le genre de coup où il faut être sûr de réussir. Quand Didier Gosuin déclare ne pas aimer cette méthode et qu'on sait qu'il n'y aura pas majorité bruxelloise sans Défi. A quoi joue-t-on ? Au poker ? Non, cela ne convainc guère.

Entretien : Thierry Boute

## LA PROCÉDURE Des élections anticipées sont impossibles au niveau régional

L'annonce du CDH rend la situation politique en Wallonie et à Bruxelles totalement inédite. De nombreuses questions se posent chez les citoyens. Entre fantasmes, rumeurs et réalité, il convient de séparer le bon grain de l'ivraie. Tentative d'explication.

### 1 Comment renverse-t-on un gouvernement régional ?

Le mécanisme est quasiment le même que dans les communes. Le pacte de majorité et la déclaration de politique régionale doivent être dénoncés et, dans la foulée, une nouvelle déclaration de politique régionale doit être présentée par la nouvelle majorité.

### 2 Des élections anticipées ?

La constitution ne prévoit pas, comme à la Chambre des représentants (Fédéral), de dissolution des assemblées régionales et donc la tenue d'élections. Ces dernières ont toujours lieu au même moment que les élections européennes. Les prochaines auront lieu en juin 2019. On votera pour les régionales à la même date. Les forces en présence doivent s'accorder sur une nouvelle majorité issue, comme la précédente, des élections de mai 2014. En aucun cas, un ministre-Président ne peut aller présenter – comme c'est le cas au fédéral – la démission de son gouvernement au Roi et provoquer des élections anticipées.

### 3 Qui a la main ?

A situation inédite, procédure inédite. A l'issue des élections régionales, par tradition, c'est le parti qui est en tête qui invite les autres à négocier. A l'exception des régionales de 2009, où le CDH et Ecolo se sont associés pour choisir entre le PS et le MR – c'est le PS qui avait été choisi – c'est à chaque fois le premier parti au soir des élections qui se charge d'organiser les choses. Rien n'est inscrit dans la Constitution à ce sujet. On peut imaginer qu'en cassant les majorités actuelles en Wallonie, à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles, le CDH prend l'initiative. Rien n'empêche, cependant, le PS de discuter avec les autres partis représentés dans les assemblées. Rien n'interdit non plus au MR, deuxième force politique à Bruxelles et en Wallonie, d'ouvrir des discussions.

### 4 Que se passe-t-il en cas d'échec des négociations pour former une nouvelle majorité ?

Si des négociations ne permettent pas la mise en place d'une nouvelle majorité, le gouvernement actuel PS-CDH vivra une situation proche des “affaires courantes” au fédéral. Les ministres resteront en place jusqu'aux prochaines élections. Mais sans majorité réelle au Parlement, on voit mal comment des textes décrets pourraient être votés. On peut imaginer – mais nous sommes dans de la pure fiction – qu'afin d'assurer le transfert des compétences qui viennent du fédéral (prévues par la 6<sup>e</sup> réforme de l'Etat), les partis de l'ancienne majorité (PS-CDH) s'accordent uniquement sur ces points précis. Jusqu'à la mise en place d'une éventuelle majorité alternative, les ministres ne démissionneront pas.

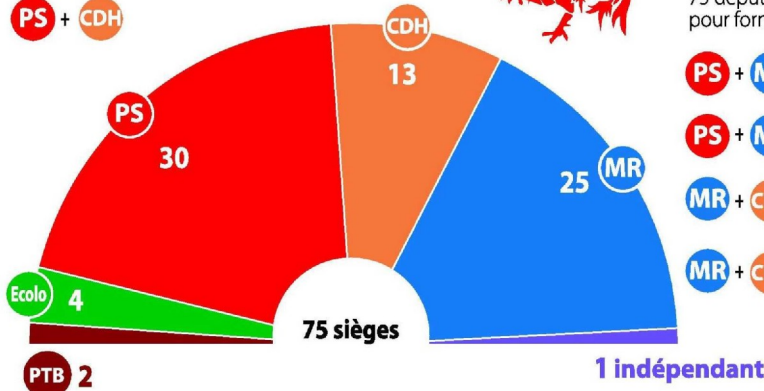
S. Ta.

LES COALITIONS ALTERNATIVES LES PLUS ENVISAGEABLES \*

**AU PARLEMENT WALLON**

MAJORITÉ ACTUELLE

PS + CDH



COALITIONS

75 députés, il faut **38 sièges** pour former une majorité

PS + MR = 55 sièges

PS + MR + Ecolo = 59

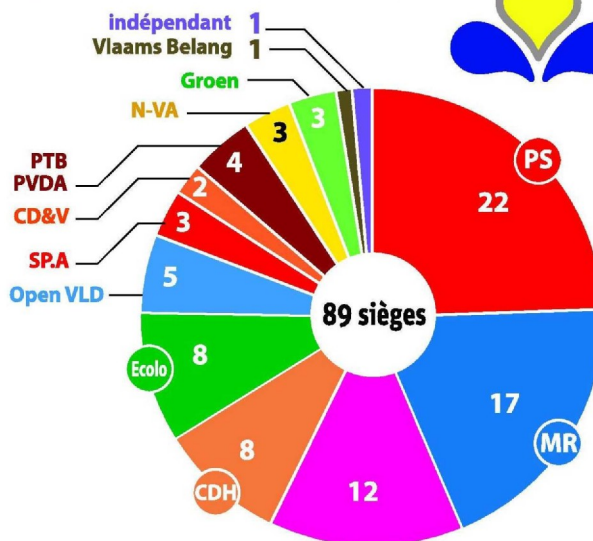
MR + CDH = 38

MR + CDH + Ecolo = 42

**AU PARLEMENT BRUXELLOIS**

MAJORITÉ ACTUELLE

PS + CDH + Défi + SP.A + Open VLD + CD&V



COALITIONS

89 députés, il faut **45 sièges** pour former une majorité, dont 36 du côté francophone \*\*

PS + MR = 39 sièges

PS + MR + Défi = 51

PS + MR + Ecolo = 47

PS + Défi + Ecolo = 42

MR + Défi + Ecolo = 37

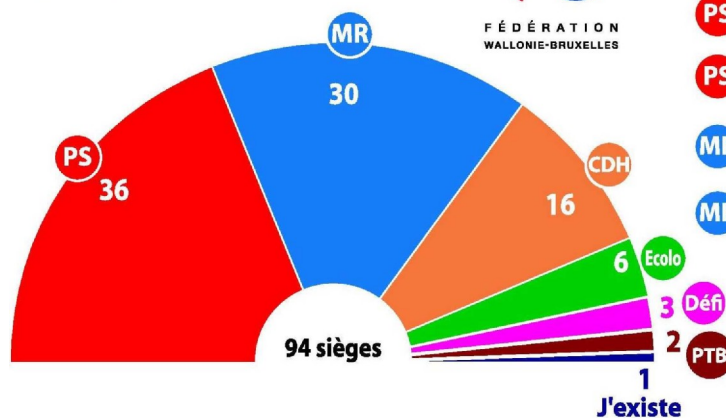
MR + Défi + CDH = 37

\*\* Si rien ne change du côté flamand

**AU PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES**

MAJORITÉ ACTUELLE

PS + CDH



COALITIONS

94 députés, il faut **48 sièges** pour former une majorité

PS + MR = 66 sièges

PS + MR + Ecolo = 72

MR + CDH + Ecolo = 52

MR + CDH + Défi = 49

\* En excluant des coalitions plus grandes que des tripartites

## LES COALITIONS ALTERNATIVES ENVISAGEABLES

### L'“Orange bleue” impossible sans Défi recalée à Bruxelles La “Jamaïcaine”

**C**ela ne sert à rien de changer les attelages si c'est pour avoir la même bouillie de chats”. Voilà ce que nous déclarait lundi soir le ministre bruxellois Défi Didier Gosuin pour résumer la position pour le moins mitigée de son parti suite à l'appel fait lundi par Benoît Lutgen de constituer de nouvelles majorités sans le PS en Wallonie, à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles. “Pour le moment, on en est simplement au coup politique. Et si c'est pour remplacer le Samusocial par le Kazakhgate (comprenez: le PS par le MR), où va-t-on!”

Si d'aventure le PS devait se retrouver dans l'opposition dans les trois entités fédérées précitées, force est de constater que le parti Défi serait tout bonnement incontournable à Bruxelles. Au Parlement bruxellois, où siègent 89 députés, il faudrait 45 sièges pour former une majorité dont 36 du côté francophone (du moins, si rien ne change du côté flamand). En excluant le PS de la majorité, une Orange bleue ou une alliance MR-Ecolo ne pourrait ainsi se passer du parti Défi pour atteindre le nombre de 36 sièges.

Au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, où siègent 94 députés, 48 sièges seraient nécessaires pour constituer une majorité. Avec le PS dans l'opposition, l'Orange bleue ne pourrait pas non plus gouverner sans Défi (49 sièges) ou sans les écologistes (52 sièges). A souligner que nous n'incluons pas ici le scénario de coalitions plus grandes que des tripartites. Enfin, en Wallonie, où siègent 75 députés, la formation d'une majorité serait possible au moyen de 38 sièges. Avec ou sans Ecolo, l'Orange bleue pourrait se dessiner. Pour rappel, le parti Défi n'a pas actuellement de député au Parlement de Wallonie. Cette coalition alternative apparaît aujourd'hui comme la plus probable.

A. D.

**U**ne coalition réunissant le MR, le CDH et Ecolo comme à Namur? Soit, pour reprendre une expression courante en politique, l'option “Jamaïcaine” qui doit son nom bizarre à une alliance un moment envisagée en Allemagne entre la CDU (chrétien-démocrate), le FDP (libéral) et Alliance 90/Les Verts (écologistes). On a parlé de “coalition jamaïcaine” parce que ces trois partis sont symbolisés par les couleurs du drapeau de la Jamaïque – respectivement le noir, le jaune et le vert. L'alliance n'a pas abouti, mais l'usage du terme est resté et a même été repris en Belgique alors que les partis frères sont parés d'une couleur différente.

#### Le nœud bruxellois

Sur le plan arithmétique, c'est la coalition sans le PS la plus solide en Wallonie. Au Parlement wallon, les verts apporteraient 4 voix au tandem MR-CDH. C'est peu. Mais cela permettrait de donner un peu d'air à un attelage qui, sans Ecolo, totalise juste la majorité (38 voix sur 75). L'apport écologiste ne serait cependant d'aucun secours pour les votes en commission puisque les verts, trop peu nombreux pour former un groupe politique, n'y ont qu'une voix consultative.

La “Jamaïcaine” est également la coalition sans le PS la plus confortable en Communauté française (52 sièges sur 94). En revanche, elle est recalée à Bruxelles. Sur le banc francophone, elle ne recueille en effet pas les 36 sièges requis. Il faudrait donc l'appoint d'un quatrième parti, en l'occurrence Défi. Cela paraît trop.

V.R.

### La “violette” paraît improbable

**E**t pourquoi pas un PS-MR – autrement appelé “la violette” parce que le mélange du rouge (socialiste) et du bleu (libéral) donne du violet? En off, un ténor libéral disait ne pas pouvoir écarter l'hypothèse. C'est que le MR a appris à se méfier du CDH. Il lui attribue l'échec, en 2007, de la négociation visant à mettre en place une coalition entre libéraux et chrétiens-démocrates (la fameuse “Orange bleue”). Il lui reproche d'avoir préféré, en 2009, le partenaire socialiste pour former les majorités régionales. Un choix que le CDH a à nouveau opéré en 2014 – ce qui, pour rappel, avait précipité la formation de l'actuelle majorité suédoise au fédéral, avec le seul MR sur le banc francophone.

Du reste, une coalition PS-MR – aussi appelée

coalition laïque – est une option presque courante dans la vie politique belge. Entre 2003 et 2007, elle a constitué l'ossature du gouvernement fédéral, on l'a dit. Elle est par ailleurs fréquente au niveau local, dans les provinces et les communes.

#### Le rêve fou

Une telle alliance paraît cependant assez peu probable aujourd'hui. Les libéraux y ont trop à risquer. En choisissant de s'allier avec un PS devenu infréquentable à cause des affaires, ils passeraient pour d'incroyables opportunistes. On leur a déjà beaucoup reproché de s'acoquiner avec la N-VA.

Et puis, au MR, le rêve de rejeter le PS dans l'opposition à tous les niveaux de pouvoir et de lui ravir le leadership en Wallonie est tellement vivant que les militants ne comprendraient pas que l'appareil refuse de saisir l'opportunité historique qui s'offre à lui.

V.R.

## LE POINT DE VUE DES PARTENAIRES POTENTIELS

**MR**

### Le triomphe des libéraux

**Basculement politique.** Au MR, on sable le champagne. Quoi ? Il ne faudra même pas attendre 2019 pour revenir au pouvoir en Wallonie, à Bruxelles, dans la Fédération ? C'est inespéré. D'autant plus que les probables futures majorités constituées autour du CDH et du MR ne vont rien coûter aux libéraux : la composition du gouvernement fédéral ne bougera pas d'un iota. Charles Michel a annoncé lundi que la "suédoise" restera, quoi qu'il arrive, constituée de quatre partis. Si les négociations aboutissent, le MR aura rejeté (avec l'appui décisif du CDH) le PS dans l'opposition à tous les étages et prend une sérieuse option pour s'installer comme le parti dominant de la vie politique francophone. Treize ans après avoir été délogé par le PS et le CDH des majorités dans les entités fédérées, le MR va faire son come-back. Et les libéraux ont un grand appétit. C'est toute une génération politique – celle des Crucke, Jeholet, De Wolf, etc. – qui va, enfin, pouvoir rêver à des fonctions gouvernementales. Le MR va aussi pouvoir se réapproprier des compétences "proches des gens" (enseignement, aménagement du territoire, etc.) mais aussi toutes les pompes à subsides que l'on trouve à l'échelon régional et qui sont un enjeu de pouvoir. **F.C.**

**Ecolo**

### Avec les verts, c'est pas gagné...

**Le prix à payer.** Dans un communiqué transmis hier soir aux rédactions, Ecolo pulvérise la décision de Benoît Lutgen : "Le CDH vient d'inventer la crise politique sans préavis. Pourquoi cette annonce alors que le CDH fait partie de ce système depuis des années ?" Réponse : pour les verts, c'est un pur calcul politique de la part des humanistes. C'est l'ambiance dans la future "Jamaïcaine"... On l'a compris, Ecolo va monnayer cher sa participation aux nouvelles coalitions dans les entités fédérées. Très cher. Dès

mercredi, l'ensemble des autres formations politiques recevront un catalogue de mesures (éthiques, gouvernance...) que les verts vont exiger pour monter dans les exécutifs. En fait, Ecolo a énormément à perdre dans une coalition de type "Jamaïcaine" ou "Namuroise" (MR-CDH-Ecolo). Ce parti, qui rappelle fréquemment se situer au centre-gauche, pourrait se faire manger et discréditer par le duo de centre/centre droit constitué par le CDH et le MR. Et cela alors que le parti codirigé par Zakia Khattabi et Patrick Dupriez est seulement en train de remonter la pente dans les sondages. Plus généralement, le parti vit aussi très mal ses participations au pouvoir. Les plaies de l'Olivier ne sont pas encore refermées. **F.C.**

**Défi**

### "Le CDH bloque les institutions!"

**Amertume, à chaud.** Très remonté par ce qu'il qualifie de "coup politique fait par le président d'un parti aux abois", le ministre bruxellois Didier Gosuin (Défi) a réaffirmé lundi "qu'il n'y avait eu absolument aucune concertation préalable entre le CDH et Défi" à l'appel lancé lundi midi par Benoît Lutgen de créer de nouvelles majorités sans le PS en Wallonie, à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles. Preuve en est, a-t-il par ailleurs signalé, Olivier Maingain est actuellement au Canada pour une réunion des maires francophones. "Vous avez donc ici la preuve par A + B qu'il n'est pas dans le coup. Pour nous, c'est une surprise totale." Apprenant la nouvelle, le président de Défi a en effet décidé de rentrer d'urgence au pays. Il devrait être sur le sol belge dès ce mardi à 9h30. "Si le CDH avait voulu réellement avancer dans la gouvernance, il pouvait le faire depuis des années. Il est au pouvoir en Wallonie comme à Bruxelles. Pour le reste, en termes d'affaires et de bonne gouvernance, le PS et le MR sont à égalité dans les dérapages." "Le CDH bloque les institutions! Mais que veut-il véritablement?", s'égosille Didier Gosuin. "Jusqu'où est-il prêt à aller en matière de gouvernance? Si c'est pour changer les joueurs sans modifier les règles de la partie, cela n'a strictement aucun sens..." **Al. D.**

## LA COALITION ÉCLATÉE

# Le vieux couple se déchire après une ultime étreinte

Décryptage Stéphane Tassin

Lorsqu'il arrive au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le 5 juin 2014, soit 11 jours après les élections, Benoît Lutgen, solide comme un roc, annonce devant les journalistes qui font le pied de grue, qu'après l'Olivier – du nom de la défunte coalition regroupant le PS, le CDH et Ecolo – c'est la "coalition du chêne" qui va voir le jour en Wallonie, à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles. Si la formule n'est pas restée, le chêne annoncé à l'époque par le président du CDH était mangé par les termites. Prenant tout le monde de court, surtout le MR qui, fier de sa très belle progression à tous les niveaux, se voyait déjà faire un retour triomphal dans les Régions. La suite, faite d'aigreurs libérales, d'invectives de part et d'autre et de majorité fédérale "suédoise" avait déjà été marquée par une situation inédite: la montée dans

l'exécutif fédéral d'un seul parti francophone, en l'occurrence le MR qui obtint aussi le poste de Premier ministre.

A l'époque, en reproduisant pour la énième fois en Wallonie et en Communauté française cette très convenue coalition rouge-romaine (PS-CDH) – à Bruxelles, le vieux couple avait convié le FDF devenu Défi –, Lutgen donnait pourtant le sentiment qu'aucun autre choix n'était possible. A la lecture des événements de ces dernières heures, on peut penser que ces souvenirs amers reviendront à la surface, poussant les libéraux à une légitime surenchère, au moment de négocier de nouvelles majorités.

**On négocie à l'Elysette**

Rapidement, après l'annonce de cette indestructible coalition, les équipes socialistes et humanistes en Wallonie se mettent au travail – à Bruxelles, sous la hou-

lette de Laurette Onkelinx, les rouges, oranges et amarantes se livrent au même exercice. C'est à l'Elysette, siège du ministre-Président wallon, que la déclaration de politique régionale wallonne sera rédigée. Entre les négociateurs socialistes, Paul Magnette, Elio Di Rupo et Anne Poutrain (l'ancienne directrice de l'ÉV) et humanistes, Benoît Lutgen, Maxime Prévot ou René Collin et Eric Poncin (secrétaire général du CDH), l'entente est au beau fixe. On prend même quelques kilos en ingurgitant les plats simples mais roboratifs préparés sur place.

Habilement, en fin de partie, le CDH raffle quelques compétences à subsides (Sports et Culture, notamment) au grand dam d'un PS habitué à contrôler cette manne que les communes wallonnes regardent avec envie. Deux évidences s'imposent alors, via la naissance d'une belle complicité. Paul Magnette et Maxime Prévot dirigeront l'exécutif wallon, provoquant dès le début de la législature de nombreux grincements de dents qui ne s'arrêteront jamais sur leurs vrais-faux cumuls ministre-bourgmestre. Charleroi pour Magnette et Namur pour Prévot.

Les semaines passent et la belle confiance entre les deux jeunes leaders se renforce. Créant ça et là des frustrations, chez quelques ministres socialistes blanchis sous le harnais. Les méthodes évoluent, le marchandage traditionnel entre les uns et les autres semble envoyé vers les oubliettes de la ringardise. Il n'y restera pas longtemps. Une première fissure, légère mais réelle, apparaît lorsqu'il s'agit de discuter de la réforme du bonus logement, compétence héritée du fédéral, qui deviendra, après négociation, le "chèque habitat". Les coalisés se sont gentiment étripés autour des plafonds liés aux revenus. Le CDH reprochant au PS de malmenager les classes moyennes.

Mais on s'en remettra et le gouvernement continue d'avancer, sans prise de bec détestable et sans remise en question profonde. Même si les nombreuses sorties médiatiques de Maxime Prévot, qui donne parfois l'impression d'être le seul à bosser dur au sein du gouvernement, agacent un peu les uns et les autres.

Et puis arrive l'OWD (Office wallon des déchets). L'annonce en séance plénière du Parlement wallon – par le député MR Jean-Luc Crucke – d'importants détournements au sein de cet organisme parapublic fait monter la pression sur Carlo Di Antonio, le ministre CDH qui a la tutelle sur l'organisme. Mais le PS reste fidèle au partenaire et ne demande pas la tête du ministre.

Prévot et la crise du Ceta

Le troisième écueil qui vient perturber le PS et le CDH arrive en octobre-novembre 2016 quand explose la crise du Ceta – du nom de ce traité commercial transatlantique entre l'Union européenne et le Canada. En première ligne du combat wallon, on retrouve un Magnette en forme olympique, assisté par un CDH qui n'est pas Maxime Prévot. On assiste au retour, presque inespéré pour lui, du président du Parlement wallon, l'ex-ministre André Antoine, nouveau héraut de la petite Wallonie face à l'ogre européen. Cette anomalie sera corrigée, après le départ larmoyant de la ministre canadienne du Commerce Chrystia Freeland de l'Elysette. Maxime Prévot apparaît dans la nuit au côté d'un Magnette qu'il ne lâchera plus. Les deux partis s'accordent aussi, avec la complicité du MR, pour négocier discrètement la fin du décret décumul qui empoisonne la vie des députés wallons de ces trois partis.

L'affaire Publifin qui éclate fin 2016 et qui est relancée début 2017 par la mise en place d'une commission d'enquête embête un gouvernement forcé de répondre rapidement et émotionnellement à des dérives anciennes mais qui, désormais, choquent profondément l'opinion publique. Publifin mouille certes le PS, mais aussi le MR et le CDH – même si l'alerte est lancée par un échevin humaniste, inconnu au bataillon, mais depuis lors présenté comme l'incarnation absolue du parti. Les révélations succèdent aux révélations jusqu'à la déplorable affaire du Samusocial bruxellois, où le CDH n'est, cette fois, pas impliqué.

Entre-temps, on aura senti une certaine paralysie au sein d'un gouvernement wallon qui ne parvient pas à s'accorder sur la mise en place d'une assurance autonomie, portée par le CDH et dont le PS ne veut pas vraiment, et une réforme fiscale, voulue par le PS et qui rend sceptique le CDH. Un PS, qui, en plus, comble de l'ironie, parle désormais d'un décumul intégral pour ses membres. Une mesure qui gêne le CDH aux entourures.

En commission et en séance plénière du Parlement wallon, on assiste même parfois, ces dernières semaines, à quelques saillies verbales d'un Maxime Prévot, visiblement exaspéré par le partenaire socialiste. Les affaires l'obligent à justifier encore et encore son rôle de "bourgmestre en titre", mais "vrai patron du CDH namurois". La sortie récente et commune sur l'Aviq, l'assurance autonomie et les allocations familiales (des compétences gérées par Prévot) dans la presse, de Jean-Pascal Labille (PS et président de Solidarités) et de Thierry Bodson (FGTB) finissent de l'énerver. Il réplique par le même canal sur ce retour de l'action commune. Il voit dans cette attaque frontale, la patte du PS.

On connaît la suite. Le chêne est désormais coupé.

## LES DOSSIERS CHAUDS

# En Communauté française, les tensions s'aggravaient

Cours de philosophie et de citoyenneté, formation initiale des enseignants, décret Paysage, fusion UCL-Saint-Louis... Au gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (ex-Communauté française), sur bien des dossiers, les relations entre le PS et le CDH n'étaient plus optimales; les divergences étaient même objectives et idéologiques.

### La liberté d'association au cœur des débats

Au niveau de l'enseignement secondaire, le dossier qui a cristallisé le plus de tensions fut celui du cours de philosophie et de citoyenneté. En début de législature, dans la déclaration de politique communautaire, le deal conclu avait été celui de garder dans l'enseignement officiel une heure de religion ou de morale, et d'organiser (sauf pour les parents qui feraient le choix de deux heures) une heure de citoyenneté. Le décret Citoyenneté a respecté cet accord, mais le PS ne s'en est jamais contenté, et a encouragé les parents, parfois de manière très active, pour qu'ils choisissent les deux heures de citoyenneté. L'objectif du PS reste de mettre fin, à terme, au cours de religion. Le CDH n'a jamais accepté ces offensives socialistes et laïques. La place à accorder au religieux dans l'espace public a donc toujours envenimé les relations entre les deux partenaires.

Au niveau de l'enseignement supérieur, les dossiers épineux étaient moins symboliques, mais plus importants.

On retrouve dans l'organisation de la formation initiale des enseignants (qui a mis beaucoup de temps à atterrir en mai dernier), dans le suivi du dé-

cret Paysage (qui a réorganisé l'enseignement supérieur en 2013), ou dans le dossier de la fusion entre l'UCL et Saint-Louis une divergence notable entre les deux partenaires. Alors que le CDH met en avant la liberté d'association des acteurs, le PS souhaitait l'encadrer par les logiques territoriales définies par décret. Sans oublier que la fusion entre l'UCL et Saint-Louis a réveillé des relents de guerre entre piliers catholiques et laïques.

Etrangement, c'est le dossier le plus complexe de la législature, le Pacte pour un enseignement d'excellence, qui a échappé aux divergences entre le PS et le CDH. Cela n'a cependant pas suffi à convaincre totalement le terrain.

### Les écoles dans l'expectative

Quel est désormais l'avenir de ces dossiers? La question est redoutable, tant la coalition va être difficile à monter en Fédération (voir page 7).

Avec l'hypothèse d'un MR dans le gouvernement, on peut imaginer que la fusion entre les deux universités est sur de meilleures voies qu'avec le PS. Le Pacte pourrait de son côté être assoupli (notamment sur le tronc commun). Notons que sur ce dossier du Pacte, la prudence dont a fait preuve ces derniers mois la ministre de l'Éducation Marie-Martine Schyns (CDH) pourrait rassurer le MR.

En attendant, ce sont les directions des écoles qui se retrouvent dans l'expectative. Sur de nombreux points, des décrets étaient attendus pour organiser au mieux la rentrée de septembre.

BdO

## L'AVENIR DU PS

# Le PS devra se réinventer ou disparaître

Analyse Frédéric Chardon

Boulevard de l'Empereur. C'est le bureau hebdomadaire du PS, nous sommes lundi matin. Les mandataires du parti sont réunis autour de leur président pour examiner une batterie de mesures concernant les règles drastiques de décumul que veut faire adopter Elio Di Rupo. Il s'agit aussi de préparer le grand congrès socialiste prévu le 2 juillet prochain. Soudain, Elio Di Rupo décroche son téléphone. A l'autre bout du fil, c'est le président du CDH, Benoît Lutgen. Il avertit son partenaire historique dans les majorités gouvernementales: il va donner quelques instants après une conférence de presse pour annoncer que les humanistes appellent à des négociations pour éjecter le PS du pouvoir dans les entités fédérées...

C'est l'effroi. Elio Di Rupo garde son masque de cir-

et, une fois cette conversation surréaliste terminée, il annonce aux barons socialistes la terrible nouvelle. *"Immédiatement, les membres du bureau ont affiché leur soutien total à Elio, confie une source socialiste. Le député fédéral Ahmed Laaouej a été le premier à le dire. Tout le monde a approuvé."* On est comme ça au PS. L'instinct grégaire, ça veut dire quelque chose... A 13 heures, un socialiste nous envoie en off ce SMS: *"Le CDH débranche la prise dans les entités fédérées"*. La tornade médiatico-politique peut commencer.

### Le "coup de pute" de Lutgen

Mais voici déjà le temps de l'analyse et de la projection. Car, pour le PS, l'heure est grave, l'horizon vient

d'être bouché par d'inquiétants cumulonimbus. Menacés de se retrouver partout dans l'opposition après le "coup de pute" (lire ci-contre) de Benoît Lutgen, les socialistes vont devoir se réinventer. Et la même question va immanquablement revenir, lancinante: Elio va-t-il, ou doit-il, céder la main? Affaibli par le scandale des rémunérations au sein de Publifin, affaibli par le scandale du Samusocial, contré par les militants lors d'un vote sur les règles de décumul... Il doit, en outre, endosser les compromis du gouvernement "Papillon". C'est sa croix, mais elle fait peser sur tout le PS une pression politique difficile à assumer en termes d'image.

#### "Pas d'élection présidentielle anticipée"

Toutefois, ce serait mal connaître le PS que de condamner si facilement le "patron", comme Paul Magnette avait qualifié Elio Di Rupo, en référence au surnom donné à Emile Vandervelde, lorsqu'il lui avait rendu les clefs du parti à son retour du "16". "Il n'y aura pas d'élection anticipée à la présidence du parti", affirme une source. Quant à l'ambition de détrôner Elio que l'on prête à Paul Magnette, il a au contraire multiplié les sorties médiatiques pour dire qu'il n'était pas intéressé par la présidence. Par ailleurs, il faut savoir que ses propos sur l'urgence de procéder au décumul alors qu'Elio était en train de travailler sur la question ont agacé les barons du parti." Autrement dit, il n'aurait pas forcé-

**"Immédiatement,  
les membres du  
bureau ont affiché  
leur soutien total  
à Elio."**

Une source PS

#### Rupture définitive

Marcourt : "Ils avaient des difficultés sur le décumul député-bourgmestre"

**Trahison.** Le vice-Président du gouvernement wallon et de celui de la Fédération, Jean-Claude Marcourt (PS) a réagi en fin de journée. "C'est une véritable trahison qui traduit la fébrilité du CDH et d'un homme qui a voulu jouer un coup politique. Il pense qu'en s'associant avec le MR, il va sauver sa peau et celle d'une partie de son parti. Mais quand j'entends ce que dit le MR sur le pacte d'excellence que Lutgen considère comme un joyau, il y a du

travail pour qu'ils arrivent à s'entendre".

Jean-Claude Marcourt explique aussi que le CDH avait quelques problèmes avec certaines mesures de bonne gouvernance. "Sur le décumul député-bourgmestre, notamment, ils avaient des difficultés. Mais nous pouvions nous voir et trouver des solutions. Ils ont préféré la fuite en avant". Pour la suite, il n'est plus question de réunir le gouvernement. "On ne peut plus travailler politiquement avec des gens qui disent que vous êtes infréquentables. Nous ne sommes pas démissionnaires mais nous allons gérer l'urgence évidemment", conclut Marcourt qui parle d'une "fraternité renforcée entre les membres du PS". **S.Ta.**

ment beaucoup de légions à aligner s'il tentait un putsch.

Paradoxalement, un retour dans l'opposition généralisée pour le PS pourrait donner du répit à Elio Di Rupo au sein de sa propre formation, plus de temps pour réformer comme il le souhaite avec des socialistes traumatisés rassemblés derrière lui. Pour un temps, en tout cas.

Toujours dans le registre optimiste, il n'est pas impossible, par l'un de ces paradoxes qui font la richesse de l'histoire, que le PS puise, à terme, dans sa défenestration une nouvelle force, un discours politique cohérent, plus clairement à gauche, moins "gestionnaire". Voilà peut-être un début de solution face à la montée inexorable du PTB qui, lui, n'a jamais pris de responsabilités.

#### Le PS peut disparaître

Si idéologiquement, le PS a tout à gagner dans une cure (forcée, d'accord...) d'opposition, la première formation francophone est aussi en danger. Après 25 ans de pouvoir, les socialistes basent leur puissance sur un réseau de techniciens redevables car haut placés. Si le PS restait trop longtemps privé de la possibilité de récompenser ses troupes par des postes clefs, de récompenser sa clientèle électorale, c'est tout un système qui s'effondrerait. A terme, le parti pourrait même disparaître car déserté par ses forces vives.

Dans le premier numéro de la nouvelle revue politique "Wilfried", Paul Magnette confiait que le PS pouvait disparaître. Il avait peut-être raison.

## LES RÉACTIONS

# Le temps du duo Di Rupo/Milquet est loin... Pour le PS, le CDH a “trahi”

**C'**est comme ça, la politique. On la pense structurée par des constantes et puis, tout d'un coup, les cartes sont rebattues. La seconde moitié des années 2000 a été cadennassée du côté francophone par le lien fort et solidaire qui unissait Elio Di Rupo et Joëlle Milquet. Le PS et le CDH gouvernement ensemble, inmanquablement, dans les entités fédérées. C'était inscrit dans le marbre. Et puis, ce lundi 19 juin 2017, tout s'est effondré...

### Une conséquence de la “suédoise”

Le premier coup avait été donné, en fait, en octobre 2014, lorsque Charles Michel avait mis en place une coalition inédite, sans le PS et sans le CDH. Les humanistes étaient coincés: ils renforçaient leur image de petit Poucet scotché au grand frère socialiste en optant pour des majorités rouge-romaine dans les entités fédérées et en renonçant à un gouvernement avec la N-VA et le MR au fédéral. Le parti était écartelé... La décision brutale de Benoît Lutgen est également à replacer dans cette perspective: il a voulu couper le cordon ombilical.

### La “trahison” du CDH

Mais cette page qui a été tournée lundi a provoqué, au PS, une véritable révolte face à l'éternel allié. Le communiqué de presse du président Di Rupo utilise des termes à la mesure du choc qui a provoqué la rupture du “cartel” PS-CDH. En voici un extrait: *“Le Président du Parti Socialiste prend acte de la trahison du CDH. Il invite tout un chacun à ne pas être dupe des justifications invoquées par le Président du CDH. A l'heure où le PS se positionne clairement en faveur du décumul, le CDH a manifestement pris peur. Plusieurs formations politiques ont été concernées par les affaires. Le PS a déjà pris des mesures nécessaires*

Pour Rudi Vervoort, Benoît Lutgen céderait aux sirènes d'un simple calcul d'intérêt politique dans sa décision de rompre avec le PS.

*pour restaurer la confiance des citoyens envers les institutions démocratiques. Le travail se poursuit en interne et le PS espère qu'il sera rejoint par d'autres formations politiques. Face aux difficultés, le CDH a manifestement choisi de désertier.”* Outre ce communiqué, Elio Di Rupo ne fait pas de commentaires.

### “Lutgen est vieillissant”

En off, c'est encore pire. Les socialistes se lâchent. *“On a vraiment le sentiment d'un football panique au CDH, note un proche d'Elio Di Rupo. Les humanistes ont été effrayés par les règles radicales de décumul que le PS allait faire passer. Ça ne les arrangeait pas... On voit bien que Lutgen est vieillissant.”*

Un autre PS, toujours sous le couvert de l'anonymat: *“C'est la surprise. Un coup de com', peut-être. Un coup politique, pas sûr. Mais un coup de pute, à tous les coups. C'est aussi un coup de la dernière chance pour le CDH. Mais bonne chance: MR-CDH, c'est trop juste et Ecolo et Défi vont demander des gages en termes de gouvernance tout aussi hard que le PS.”*

### Vervoort acide...

On retiendra également ce commentaire acide du ministre-Président bruxellois (mais pour combien de temps?), Rudi Vervoort. En déplacement à Montréal, il s'est montré peu bavard sur l'annonce de Benoît Lutgen mais a tout de même balancé un petit scud: *“C'est une drôle de façon de faire de la politique autrement”,* a-t-il confié à “La Libre”, estimant que le président du CDH avait peut-être “mal compris” ce qui se passe à Bruxelles.

### Un calcul cynique du CDH ?

Rudi Vervoort faisait référence aux troubles politiques causés par les rémunérations perçues au sein du Samusocial et aux suites en termes de gouvernance que ce scandale devrait provoquer. Pour le ministre-Président, Benoît Lutgen céderait donc aux sirènes d'un simple calcul d'intérêt politique dans sa décision de

rompre avec le PS.

### Le silence de Magnette

Quand au ministre-Président wallon, Paul Magnette, qui perd en principe son job lui aussi, c'est le silence radio. *“Il ne répondra pas aujourd'hui”,* explique son porte-parole.

F.C.

## L'AVIS DE L'EXPERT

## “Un vrai basculement à l'intérieur du CDH”

**P**our Jean-Benoît Pilet, chercheur en science politique à l'Université libre de Bruxelles, la rupture du CDH avec le PS marque la fin d'une ère. Désormais, ce ne sont plus les humanistes de centre-gauche qui ont voix au chapitre, mais bien ceux qui se sentent plus à l'aise avec les libéraux.

**Aux yeux du CDH, le PS est-il devenu infréquentable ?**

On constate en tout cas que c'est devenu très difficile pour le CDH de rester associé au PS, compte tenu des affaires qui se multiplient. Il y a aussi une certaine interprétation des sondages qui circule dans les rangs des humanistes, selon laquelle leurs mauvais résultats s'expliqueraient par leur proximité ininterrompue avec les socialistes au fil des gouvernements. En fait, ce n'est pas neuf : c'est un sentiment de défiance vis-à-vis des socialistes qui existe depuis longtemps au CDH. Il est désormais devenu dominant. Disons que nous assistons ici à un basculement.

**C'est-à-dire ?**

En 2014, le CDH se serait probablement allié avec le MR au fédéral, si la N-VA n'entraînait pas dans l'équation. Certains humanistes voulaient aussi se distancier du PS lors de la formation des majorités régionales. C'était également le cas en 2009 et en 2010. Il y a toujours eu une frange du CDH un peu plus à droite. Maintenant, c'est elle qui se fait entendre.

**Une frange plus à droite emmenée par Benoît Lutgen, actuel président du CDH ?**

Dans ses premières interviews, il se disait effectivement radicalement au centre, et non de centre gauche. On peut donc se dire que son partenaire privilégié, ce n'est pas le PS.

*“Au niveau communal, des coalitions CDH, MR ou CDH, MR, Ecolo ont déjà pu éjecter le PS dans l'opposition.”*

**Jean-Benoît Pilet**

Chercheur au Centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles.

**Historiquement, les humanistes se sont-ils déjà rebellés contre les socialistes ?**

Cela s'est déjà produit dans les années 1990, en Wallonie. A l'époque, le PSC (ancien CDH) avait discuté avec les libéraux et les écologistes, pendant l'affaire Agusta-Dassault, pour éventuellement “casser” les majorités et mettre les socialistes dehors. Cela n'a pas abouti. On peut aussi évoquer les négociations entre Charles-Ferdinand Nothomb, l'alors président du PSC, et Louis Michel, son homologue du PRL (ancien MR), pour former un cartel en vue des élections de 1999, visant à constituer une majorité et éjecter le PS de sa position dominante. Si les flirts entre le PSC, puis le CDH, et les libéraux, ne se sont jamais concrétisés aux niveaux de pouvoir les plus élevés, c'est différent au niveau communal. Des coalitions MR, CDH ou MR, CDH, Ecolo ont pu mettre le PS dans l'opposition. Même dans des endroits où les socialistes étaient historiquement forts. Voyez les exemples de Namur et de Molenbeek...

**Le CDH ne veut plus gouverner avec le PS, en raison**

**des affaires. Mais le CDH n'est pas tout blanc non plus...**

Non, c'est évident. D'une manière ou d'une autre, il y a des membres des trois partis traditionnels qui sont impliqués dans de récents scandales : l'affaire Publifin, le Kazakhgate, le cadastre des mandats à Bruxelles... Mais il faut aussi reconnaître que les affaires impliquent le plus souvent le PS, parce que c'est ce parti-là qui occupe les structures de pouvoir depuis des années. Rendez-vous compte, c'est le parti dominant en Wallonie depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

**Suite à la décision du CDH de rompre avec le PS et d'éventuellement l'éjecter du pouvoir, peut-on s'attendre à des réformes radicales et innovantes en matière de bonne gouvernance ?**

Rien n'est moins sûr. Pour des questions éthiques, on va éventuellement voir émerger une coalition MR, CDH. Or, il semble que ces deux partis sont prêts à aller beaucoup moins loin con-

cernant le décumal que le PS. Le décumal, certes, ce n'est qu'un dossier, mais c'est un dossier symbolique. Reste qu'il faudrait voir ce que cela donnerait si Ecolo, plus exigeant en la matière, entrait dans la danse en vue de la formation d'un gouvernement alternatif.

**Selon vous, maintenant que le CDH dit ne plus vouloir gouverner avec le PS, que va-t-il se passer ?**

C'est le flou. Pour mettre en place le mécanisme de motion de méfiance constructive, sans élection anticipée, il faut d'abord que se constitue une majorité alternative. Sans cela, nous allons vers un blocage durable. Sous quelle forme ? Un gouvernement minoritaire ? Un gouvernement quadripartite ? Un gouvernement en affaires courantes ? C'est la bouteille à l'encre.









**On pourrait tout de même imaginer qu'il y a beaucoup de chances que le MR et/ou Ecolo se décident à former des majorités alternatives avec le CDH, non ?**









Effectivement, je ne crois pas qu'il existe de parti qui se dit qu'a priori, c'est une mauvaise idée de monter au pouvoir. Ils se présentent aux élections pour réaliser des programmes. A partir du moment où on leur en offre la possibilité, ils ne vont

pas dire non. Aussi, la vraie question est la suivante : si l'un ou l'autre parti monte au pouvoir, que pourrait-il réaliser de son programme ? Pour le MR, il s'agirait, je pense, de questions économiques, fiscales... Mais, pour Ecolo, il s'agirait sans doute de sortir la grosse artillerie en matière de bonne gouvernance, avec notamment le décu-mul, les limitations des rémunérations, etc. En même temps, il me semble que le MR et Ecolo ne pourraient pas se défilier trop facilement, sous peine de se voir attribuer la responsabilité d'un blocage et d'un gouvernement en affaires courantes pendant de nombreux mois.

Entretien : Baptiste Ericpum

## LES GOUVERNEMENTS WALLONS DEPUIS 1981

1 <sup>ère</sup> législature		22 décembre 1981 - 26 janvier 1982 <b>GOUVERNEMENT DEHOUSSE I</b> COALITION : <b>PS PSC PRL</b>
		27 janvier 1982 - 27 octobre 1982 <b>GOUVERNEMENT DAMSEAU</b> COALITION : <b>PS PSC PRL</b>
		27 octobre 1982 - 11 décembre 1985 <b>GOUVERNEMENT DEHOUSSE II</b> COALITION : <b>PS PSC PRL</b>
2 <sup>e</sup> législature		11 décembre 1985 - 4 février 1988 <b>GOUVERNEMENT WATHELET</b> COALITION : <b>PSC PRL</b>
		4 février 1988 - 10 mai 1988 <b>GOUVERNEMENT COËME</b> COALITION : <b>PS PSC</b>
3 <sup>e</sup> législature		10 mai 1988 - 8 janvier 1992 <b>GOUVERNEMENT ANSELME</b> COALITION : <b>PS PSC</b>
		8 janvier 1992 - 25 janvier 1994 <b>GOUVERNEMENT SPITAEELS</b> COALITION : <b>PS PSC</b>
4 <sup>e</sup> législature		25 janvier 1994 - 20 juin 1995 <b>GOUVERNEMENT COLLIGNON I</b> COALITION : <b>PS PSC</b>

5 <sup>e</sup> législature		20 juin 1995 - 15 juillet 1999 <b>GOUVERNEMENT COLLIGNON II</b> COALITION : <b>PS PSC</b>
		15 juillet 1999 - 4 avril 2000 <b>GOUVERNEMENT DI RUPO I</b> COALITION : <b>PS PRL-FDF-MCC ECOLO</b>
6 <sup>e</sup> législature		4 avril 2000 - 27 juillet 2004 <b>GOUVERNEMENT VAN CAUWENBERGHE I</b> COALITION : <b>PS PRL-FDF-MCC ECOLO</b>
		27 juillet 2004 - 6 octobre 2005 <b>GOUVERNEMENT VAN CAUWENBERGHE II</b> COALITION : <b>PS CDH</b>
7 <sup>e</sup> législature		6 octobre 2005 - 20 juillet 2007 <b>GOUVERNEMENT DI RUPO II</b> COALITION : <b>PS CDH</b>
		20 juillet 2007 - 15 juillet 2009 <b>GOUVERNEMENT DEMOTTE I</b> COALITION : <b>PS CDH</b>
8 <sup>e</sup> législature		15 juillet 2009 - 22 juillet 2014 <b>GOUVERNEMENT DEMOTTE II</b> COALITION : <b>PS CDH ECOLO</b>
		22 juillet 2014 - <b>GOUVERNEMENT MAGNETTE</b> COALITION : <b>PS CDH</b>

Photos : Belga, Tanguy Jockmans, Jean-Christophe Guillaume

IPM Graphics

## LES PARTENAIRES SOCIAUX

“Ce n’est pas le moment d’avoir une crise”

**CSC.** La branche wallonne du syndicat chrétien est inquiète. Marc Becker, secrétaire national de la CSC en charge de la Wallonie, déplore l’instabilité politique actuelle : *“On avait un gouvernement wallon qui ne fonctionnait pas trop mal et ce n’est pas le moment d’avoir une crise. Nous avons négocié un Pacte pour l’emploi et la formation qui n’est pas encore abouti et qui risque de voler en éclats. Mais nous en avons besoin, tout comme nous avons besoin de préparer l’intégration des compétences de soins de santé et d’allocations familiales”*, dont les Régions héritent suite à la sixième réforme de l’Etat. *“Ce sont déjà des dossiers compliqués avec un gouvernement stable”*, ajoute le patron de la CSC wallonne. *“Ce sera encore plus difficile avec un autre gouvernement. Il faudra sans doute renégocier certains points.”* Et que penserait la CSC wallonne d’un retour au pouvoir du Mouvement réformateur ? *“Si le MR se comporte à la Région comme il se comporte au fédéral, on peut avoir quelques craintes. Le MR ne se soucie pas des plus faibles, de ceux qui ont besoin de soutien.”*

“Syndicats et mutuelles ne resteront pas au balcon”

**Moc.** Le Mouvement ouvrier chrétien, bras politique de la CSC et de la Mutualité chrétienne, nourrit lui aussi des craintes, nous explique son président, Christian Kunsch. D’abord, il y a une question de timing. *“On a à peine dépassé la moitié de la législature. Des projets importants doivent aboutir, tant en Communauté française (Pacte pour un enseignement d’excellence, Faire bouger les lignes en culture) que dans les Régions (transferts de compétences, projet d’assurance autonomie). Pourquoi faut-il un changement d’attelage gouvernemental au milieu du gué ?”*, demande Christian Kunsch. *“Cela va mettre un frein aux projets. On va devoir renégocier avec un ou deux nouveaux partis qui voudront imprimer leur marque. Nous sommes dans une année charnière. Après, on sera en période*

*préélectorale. Ces projets risquent de ne pas aboutir.”*

Ensuite, il y a la perspective du retour du MR au pouvoir dans les entités fédérées. *“Le Moc n’est pas là pour faire et défaire les gouvernements. Nous, nous observons le contenu, affirme le président du Moc. Et si le MR revient, en quoi ces projets vont-ils avancer dans le sens de l’équité et de la justice sociale ? On va ramener à la table un parti qui mène une politique néolibérale et antisociale au fédéral. Et s’il fait la même chose dans les entités fédérées, alors le front de la contestation sera d’autant plus fort, alors que jusqu’ici, on soutenait ces projets importants. Je suis très craintif. Mais ils nous trouveront sur leur chemin ! Mutuelles et syndicats ne vont pas rester au balcon.”*

Les patrons wallons “tiennent beaucoup au plan Marshall”

**UWE.** Vincent Reuter, administrateur-délégué de l’Union wallonne des entreprises, a été surpris lui aussi par la décision inattendue du CDH de casser la coalition avec le PS. *“Le monde économique est dans l’inconnu. On connaît le programme de ce gouvernement-ci, mais on ne sait rien du prochain. Et on sait que des négociations entre partis donnent toujours lieu à des surprises. On se demande vraiment ce qui nous attend. Les entreprises aiment savoir où elles vont.”* Plus précisément, les entrepreneurs wallons seront attentifs à ce que deviendra le Plan Marshall. *“On tient beaucoup à ce plan de restructuration de l’économie wallonne à long terme. Que va-t-il devenir ? Nous sommes dans un contexte de reprise de la croissance, dont il faut tirer le meilleur parti possible.”* A priori, on pourrait imaginer que les patrons wallons voient d’un bon œil le retour du MR aux affaires. Mais ce n’est pas si clair. *“Ce qui nous intéresse, c’est le programme du gouvernement. On sait que dans une coalition à deux ou trois partis, il y a toujours des concessions. Lesquelles ? On n’en sait encore rien. On est circonspect. Et on espère que, quelle que soit la coalition à venir, on prendra en compte l’état d’urgence économique de la Wallonie et on n’instaurera pas une période d’instabilité qui nous empêcherait de profiter de la reprise.”* **L.G.**